

## AZAZGA

# Une centaine de marcheurs pour exiger la réouverture de l'APC

**L'appel à une marche lancé ce week-end par des personnes se revendiquant de cinq grandes branches familiales d'Azazga pour «dénoncer les agissements de certains individus s'autoproclamant dignes représentants d'Azazga», ciblant les manifestants qui ont exigé depuis le 21 septembre dernier la dissolution de l'Assemblée fermée implicitement à certains élus accusés d'immobilisme, a drainé hier 80 à 100 personnes, chiffre corroboré par la police.**

Arborant des pancartes portant les slogans «non à la division», «non à l'ingérence», «le développement d'Azazga est l'affaire de tous», les marcheurs qui se disent soucieux du devenir de leur commune ont observé un sit-in devant la daïra où une délégation a été reçue par le représentant de l'administration. Le passage tant redouté des marcheurs devant le siège de l'APC bien gardé par les manifestants de l'autre camp a eu lieu sans encombres.

S'exprimant en tant qu'ex vice-président de comité de village et

un autre en tant que citoyen, des marcheurs ont tenu à préciser que l'objectif de la procession n'est pas de soutenir le P/ APC mais de dénoncer le fait qu'ils n'aient pas été impliqués dans l'initiative en tant que «vrais représentants des villages» indiquant au passage faire confiance à la commission d'enquête diligentée par le wali.

Au sortir de leur tête-à-tête avec le chef de daïra, la délégation a fait part de trois revendications principales : le rétablissement de l'ordre public, une enquête sur les «faux cachets», permission aux



Photo : D.R.

élus la poursuite de leur mission en attendant les résultats de l'enquête en cours. Selon les observateurs de la scène politique locale, beaucoup de zones d'ombre entourent cette marche intervenant au moment où 14 élus sur les 19 composant l'APC d'Azazga se

sont désolidarisés du maire et dont 13 de différentes tendances politiques l'ont fait savoir officiellement via une déclaration publique portant noms, prénoms et numéros de cartes d'identité nationale où ils indiquent «soutenir toutes les actions entreprises par la coordina-

tion des comités de villages d'Azazga». L'un d'eux affirme en substance qu'aucun projet n'a démarré depuis deux ans. Sur un autre registre, le P/ APC avec qui on a vainement tenté d'entrer en contact avant de savoir qu'il est en congé de maladie depuis le 30 septembre, s'est vu appliquer avant l'Aïd par le wali l'article 101 du code communal suite à la non-signature de l'état de paiement des salaires des travailleurs de l'APC confiée au chef de daïra pour la circonstance. Les manifestants qui ont bloqué au P/ APC l'accès à l'institution depuis 18 jours évoquent une cinquantaine de cas de squat de biens et foncier publics à travers trois sites. Qualifiés d'indus représentants de la population, ils rétorquent que les accusations viennent «des proches du maire et de gens impliqués dans les scandales du foncier».

S. Hammoum

## PÊCHE ET FORMATION PROFESSIONNELLE À TIPASA

# Signature d'une convention de partenariat

**«La pêche côtière et l'aquaculture vont bénéficier au titre du programme quinquennal «Aquapêche 2020» d'une réforme du système de la formation sectorielle». Telle est la révélation de Sid Ahmed Feroukhi, ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, faite en marge d'un récent périple effectué dans le cadre d'une visite conjointe de travail et d'inspection réalisée à Tipasa par les ministres de la Pêche et de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Cette visite conjointe avait permis en outre de procéder à la signature d'une convention de partenariat.**

A propos de cet ambitieux programme signé entre les deux ministères, Nouredine Bedoui, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, avait précisé lors du discours qu'il avait prononcé devant un auditoire composé de cadres de la pêche et de la formation professionnelle au

sein de l'école de pêche de Cherchell que «ce programme s'inscrit dans le cadre des objectifs du plan quinquennal de développement 2015/2019 en matière de valorisation et de développement des qualifications professionnelles pour une adéquation entre les produits de la formation relative à la pêche et

à l'aquaculture avec les besoins du marché de l'emploi et les évolutions techniques et technologiques, tel que concrétisé par un partenariat entre le secteur de la pêche et celui de la formation professionnelle.» Selon ses initiateurs, ce partenariat permettra le développement de la pêche côtière, mais aussi de réhabiliter et de développer la pêche artisanale, de développer la pêche au large et la grande pêche, d'aménager des plages d'échouage, de développer l'aquaculture et la pêche continentale, d'apporter un soutien actif aux activités de production en amont, notamment la construction, la réparation et la maintenance navales, d'apporter un soutien aux

activités de production et de commercialisation des produits de la pêche et leur valorisation.

Outre la signature d'une convention-cadre entre les ministères de la Pêche et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, une cérémonie avait permis de procéder à la signature de conventions entre la société Seaal pour la formation de 90 agents dans le cadre de l'exploitation et le traitement de l'eau, la signature d'une convention entre la Direction de l'agriculture et de la formation professionnelle pour la formation de 150 stagiaires dans le cadre des techniques agricoles et rurales, la signature d'une convention entre la Direction de la pêche et

la formation professionnelle en vue de la formation de certaines spécialités spécifiques de la pêche, la signature d'une convention entre la direction de l'emploi et la formation professionnelle, dans le cadre de l'emploi des jeunes et leur accompagnement dans les opportunités d'emploi et l'investissement au profit des jeunes diplômés.

Dans le cadre de ce périple, des kits de poissonneries ambulantes, acquis selon le dispositif Angem, ont été remis aux jeunes chômeurs. De même qu'il a été procédé à la remise d'embarcations (petits métiers) acquises dans le cadre de l'Ansej au profit de jeunes promoteurs.

Houari Larbi

## LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

### Plus de 58 mille comprimés de psychotropes saisis à Ghardaïa

Une importante quantité de psychotropes a été saisie, lundi dernier, à Ghardaïa. Menée par un détachement des forces de l'Armée nationale populaire relevant de la 4<sup>e</sup> Région militaire, l'opération a permis de mettre la main sur 58 310 comprimés, chargés à bord d'un véhicule touristique. Selon le communiqué du ministère de la Défense nationale, la prise a été effectuée lors d'un barrage mixte avec des éléments de la Douane algérienne de la wilaya de Ghardaïa, dressé au sud de la ville d'El Ménée. Le conducteur du véhicule et son accompagnateur ont été également arrêtés.

R. N.

## M'SILA

# 4 morts et 30 blessés en 3 jours de l'Aïd

La route n'a pas cessé d'endeuiller des familles, notamment en cette période de la fête de l'Aïd El-Adha ; avant hier vers midi, la RN 60 A à proximité de la petite localité de Sededka relevant de la commune de «Sidi Aïssa» située au nord-ouest du chef-lieu où une collision frontale entre un mini-bus de marque Toyota de transport de voyageurs et une voiture touristique de marque Renault Twingo, faisant deux morts. Il s'agit de deux jeunes hommes âgés respective-

ment de 23 et 24 ans ; et 7 blessés dont deux femmes âgées d'une soixantaine d'années ; tous transférés par les services de la Protection civile à l'hôpital de la ville de Sidi Aïssa. Une enquête a été diligentée par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes de ce drame routier.

A signaler que la wilaya de M'sila a enregistré durant les trois jours de la fête de l'Aïd, selon la cellule de communication des services de la Protection civile, 15 accidents faisant 4 morts et

37 blessés. Par ailleurs, les services de la gendarmerie qui ont tenu un point de presse, hier, ont enregistré durant les 9 mois de l'année en cours 731 accidents provoquant 64 morts et 795 blessés, pointant du doigt les différentes responsabilités à l'état des routes avec 1,59 %, l'entretien des véhicules avec 8,11% et la plus grande responsabilité selon le bilan incombe à l'être humain avec 90,30 %.

A. Laïdi

## AÏN DEFLA

# Une famille de 5 personnes décimée dans une collision frontale entre 2 véhicules

C'est un drame terrible qui s'est produit lundi dernier, à 14h45, sur le CW 10 reliant Aïn-Defla à Djelida. En effet, les 5 membres de la famille Tahï venaient de quitter Djelida se dirigeant vers Aïn-Defla, à bord d'un véhicule léger du type Cielo, quand, pour des raisons que l'enquête de la gendarmerie aura à déterminer, la voiture est entrée en collision frontale avec un camion Sonacom K 66. Sous le choc d'une violence inouïe,

le camion s'est retourné sur la chaussée et la voiture est devenue une carcasse compacte. Quand les secouristes de la Protection civile sont arrivés sur les lieux, ils se sont démenés pour retirer 3 des membres de la famille, morts sur le coup, à savoir le père, 46 ans, la mère, 45 ans et le fils qui conduisait, âgé de 23 ans, en plus des deux filles souffrant de traumatismes multiples sévères. Dans le camion, le

conducteur a été extrait de la cabine, lui aussi, gravement blessé. Une autre personne indemne mais choquée à la vue de ce qui venait de se passer s'était évanouie. Les victimes ont toutes été transférées aux UMC de l'hôpital Makour-Hamou de Aïn-Defla. Les 2 jeunes filles ont rendu l'âme deux heures après. Vitesse excessive ? Dépassement dangereux ? Erreur de conduite ? Aux enquêteurs de

répondre à ces questions. La liste, déjà si longue, des morts et des blessés dont certains en souffriront le restant de leur vie, ne cesse de s'allonger sans que rien ne vienne l'endiguer, ni les campagnes d'information ni les mesures répressives, hélas. Les conducteurs, semble-t-il, n'ont plus peur ni des gendarmes, ni des accidents, parfois même pas de la mort. D'où viendra le remède ?

Karim O.